fr

Press release | 28.03.2012

Fuite de gaz au large de la Mer du Nord

l'Union doit se doter de règles plus strictes

La branche britannique de Total a annoncé avoir cessé la production de pétrole et de gaz sur sa plate-forme d'Elgin-Franklin en mer du Nord et mis en place une zone d'exclusion maritime de deux milles, suite à une fuite de gaz survenue dimanche. Alors que la plateforme dispose d'une capacité de production quotidienne de 280.000 barils équivalent pétrole, 175.000 barils de condensats et 15,5 millions de mètres cubes de gaz, plus de 20 tonnes de gaz se seraient déjà échappées en mer. Bien que jugé à ce stade « minime » quant à son impact sur l'environnement, ce nouvel accident conforte la position des écologistes à vouloir faire adopter un cadre réglementaire européen plus sévère pour ces activités à haut risque.

Pour **Sandrine Bélier**, eurodéputée membre de la commission environnement :

«Combien d'alertes ou de catastrophes faudra-t-il encore pour que la gestion des plateformes pétrolières soit enfin prise au sérieux ? Au total, 23 tonnes de gaz se seraient déjà échappées de la plate-forme en 48 heures. Avec ses 500 plateformes, la Mer du Nord est aujourd'hui l'une des zones les plus exposées en Europe à la pollution des grandes industries d'extraction et d'exploration pétrolière et gazière. En octobre 2011, le Parlement européen avait adopté un rapport appelant au renforcement des règles plus strictes en matière de sécurité des plateformes pétrolières et gazières. Ce nouvel incident démontre une nouvelle fois l'urgence qu'il y a agir en ce domaine et la nécessité d'un moratoire sur toute nouvelle exploitation en pleine mer ».

L'eurodéputée poursuit : « Alors que les forages s'étendent chaque jour plus loin des côtes et atteignent des profondeurs abyssales – entraînant une augmentation des risques en matière de gestion et de surveillance des installations – , le Sommet de Rio en juin prochain sera aussi l'occasion pour l'UE et la communauté internationale de prendre les mesures adéquates de protection des milieux marins et océans de plus en plus menacés ».

Pour **José Bové**, eurodéputé:

«En France, le permis Rhône-Maritime au large de la Méditerranée arrive bientôt à échéance. Il est urgent de ne pas le reconduire, pour protéger la Méditerranée et sa biodiversité privilégiée de ces risques largement avérés. A l'appel du Collectif « le Var dit non au gaz de schiste », une journée de mobilisation est organisée le dimanche 8 avril contre le renouvellement du permis. Un rassemblement terrestre aura lieu à la Seyne-sur-Mer et une flottille maritime s'organisera au large du Fort de Brégançon. Soyons nombreux pour lancer l'alerte.»

Recommended

Press release

vitali-adutskevich-unsplash

Russian gas phase-out/RePowerEU: Parliament and Counci…

03.12.2025

News

Robert Emperley (CC BY-SA 2.0)

PLENARY FLASH : Greens/EFA Priorities 24 to 27 Novembe…

25.11.2025

Press release

karsten-wurth-unsplash

European Parliament adopts climate target for 2040 – d…

13.11.2025

Press release

american-public-power-association-unsplash

Omnibus I: EU sustainability and Due diligence legisla…

13.11.2025

Responsible MEPs

José Bové

Member

Please share

E-Mail